

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES commun à tous les lots

(C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur :



**2 avenue du Lac
91013 Evry cedex**

(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)

**Conception graphique, web et signalétique destinée à la
communication interne et externe de la Caf de l'Essonne**

Accord-cadre n° 8/2025

Accord-cadre à bons de commandes passé par appel d'offres ouvert européen en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Date d'établissement : 31 mars 2025

SOMMAIRE

	Pages
Article 1 - Parties contractantes.....	4
Article 2 - Objet de l'accord-cadre - lots.....	4
2.1. Allotissement.....	4
Article 3 - Règlementation	4
Article 4 - Conditions juridiques de l'accord-cadre.....	5
Article 5 - Pièces constitutives	5
5.1. Pièces particulières	5
5.2. Pièces générales	5
Article 6 - Date d'effet et durée de l'accord-cadre.....	5
Article 7 - Conditions d'exécution	6
7.1. Prolongation du délai	6
Article 8 - Prix et règlement	6
8.1. - Contenu des prix	6
8.2. - Variation des prix.....	6
8.3. - Modalités de facturation et paiement	7
Article 9 - Sous-traitance	9
Article 10 - Obligations fiscales et sociales – Lutte contre le travail illégal	11
Article 11 - Opérations de vérifications – décisions après vérifications	11
Article 12 - Pénalités.....	12
Article 13 - Propriétés intellectuelles.....	12
Article 14 - Assurances et responsabilité en cas de dommages – confidentialité – sécurité des informations.....	13
14.1. Réparations des dommages.....	13
14.2. Assurances.....	14
14.3. Confidentialité.....	14
14.4. Sécurité des informations	14

Article 15 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14
Article 16 - Cession ou nantissement des créances	14
Article 17 - Modification dans la situation du titulaire	15
17.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	15
17.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique	15
Article 18 - Résiliation	15
18.1. Résiliation de l'accord-cadre sans faute du titulaire	15
18.2. Résiliation aux torts du titulaire	15
Article 19 - Règlement des litiges	16
Article 20 - Langues.....	16
Article 21 - Laïcité	16
Article 22 - Dérogations aux documents généraux	16



Article 1 - Parties contractantes

Les parties contractantes sont les suivantes :

- D'une part, la Caf de l'Essonne, dont le siège social est situé au : 2 avenue du Lac 91013 Evry cedex, désignée dans l'accord-cadre par l'expression « l'organisme contractant » ou le « pouvoir adjudicateur ». L'organisme contractant est représenté à la signature des présentes et pour tout avenant éventuel par son Directeur général ou son délégué.

Les règlements des sommes dues, au titre de l'accord-cadre, sont assurés par le Directeur Comptable et Financier auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle.

- D'autre part, le titulaire du marché désigné dans les présentes par l'expression « le titulaire » ou « le prestataire », ou « l'opérateur ».

Dès notification de chacun des lots de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique qui le représente, vis à vis du pouvoir adjudicateur, pour tout ce qui concerne l'exécution de l'accord-cadre. Cette personne, chargée de la conduite des prestations, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

L'organisme contractant désigne un référent technique, habilité à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre - lots

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre à bons de commande que l'organisme contractant entend passer pour la conception graphique, web et signalétique destinée à la communication interne et externe de la Caf de l'Essonne.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent accord-cadre. La description et l'étendue des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de l'accord cadre.

2.1. Lots

Conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique, les prestations, objets de l'accord-cadre, sont répartis en trois (3) lots :

- Lot n° 1 : Infographie
- Lot n° 2 : e-mailing
- Lot n° 3 : signalétique

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre séparé.

Article 3 - Réglementation

La consultation est engagée sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen soumis aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2131-16 et R.2131-19 du Code de la commande publique. Le seuil réglementaire de publicité du marché par appel d'offres ouvert est celui fixé à l'article R.2124-1 dudit code.

Le présent accord cadre est passé en application de l'article L.124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et Techniques applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G-P.I.) (arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1er avril 2021).

Article 4 - Conditions juridiques de l'accord-cadre

Chaque accord-cadre, mono-attributaire, sera exécuté au moyen de bons de commandes dans les conditions fixées par les articles R.2162- 13 et R.2162-14 du décret n° 20-1075, sans minimum, avec les montants fixés comme suit pour chaque lot, et ce, pour toute la durée de validité de chaque accord-cadre :

Lots	Maximum en euros HT
Lot n° 1 : Infographie	210 000,00 € HT
Lot n° 2 : E-mailing	30 000,00 € HT
Lot n° 3 : Signalétique	200 000,00 € HT

L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Dès lors que l'accord-cadre aura atteint son maximum celui-ci sera automatiquement échu.

Article 5 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

5.1. Pièces particulières

Les pièces particulières de chaque accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe (annexe 1 bordereau de prix) par lot, avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire du marché et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (référéncé C.C.A.P. n° 08/2025) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fera foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P. n° 8/2025) dont seul l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fera foi ;
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

5.2. Pièces générales

Il s'agit des pièces suivantes :

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 5 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique,
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 5 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les organismes de Sécurité sociale.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), visé à l'article 3.
- Les normes et règlements en vigueur.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Article 6 - Date d'effet et durée de l'accord-cadre

Pour chaque lot, la durée initiale de l'accord-cadre est de 12 mois fermes, à compter de la date de commencement des prestations fixée au 1^{er} janvier 2026.

Il sera ensuite reconduit tacitement par périodes de 12 mois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse dépasser 48 (quarante-huit) mois.

Toutefois, durant cette durée, l'organisme contractant aura la faculté de dénoncer l'accord-cadre, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Par ailleurs, l'accord-cadre pourrait être résilié dans les conditions visées par l'article 18 du présent CCAP.

Article 7 - Conditions d'exécution

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Quel que soit le support des commandes, ceux-ci comprendront au moins les mentions obligatoires suivantes :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Aucune prestation ne sera rémunérée, si elle n'a pas fait l'objet d'une demande écrite et/ ou si cette demande n'émane pas directement de l'organisme contractant.

Si l'intérêt de l'organisme contractant ou un motif d'intérêt général les justifient, des modifications de l'accord-cadre peuvent être décidées. Le titulaire est tenu de les exécuter dans les mêmes conditions que les prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, sans préjudice au droit à la compensation auquel il peut prétendre.

La décision du pouvoir adjudicateur sera notifiée par courriel au titulaire, qui sera réputé l'avoir acceptée s'il n'a pas formulé de réserves dans les 5 jours qui suivent la réception de ladite décision. La modification d'une demande peut être faite en plus ou en moins.

L'accord-cadre peut en outre être modifié conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

7.1. Prolongation du délai

En cas d'impossibilité d'exécuter dans le délai, le titulaire en avisera préalablement l'organisme, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Une prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire au titulaire de l'accord-cadre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au représentant du pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans l'accord-cadre, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappe à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

En cas de non-respect de ces dispositions, les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Article 8 - Prix et règlement

8.1. Contenu des prix

Les prix qui s'appliqueront à l'accord-cadre sont ceux figurant dans le tableau d'offre de prix joint à l'acte d'engagement, exprimés en euros HT et TTC. Ils comprennent notamment tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres auxquelles sont soumises les prestations, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission (préparation, assistance, organisation de tous documents et/ou supports, réunions...), tous les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration ou autres frais éventuels nécessaires à l'exécution complète des missions prévues au cahier des charges.

Quel que soit le mode de règlement des prix applicables, les prix proposés par le titulaire pour les prestations objet du présent accord-cadre sont réputés comprendre toutes les prestations nécessaires pour mener l'opération à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître parfaitement.

Le coût forfaitaire de la cession des droits selon l'article 35.2. du CCAG-PI est compris dans le prix de l'accord-cadre.

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle.

Tous les prix sont, par ailleurs, réputés tenir compte des sujétions induites par les prescriptions légales et réglementaires en vigueur à la date d'établissement des prix du présent accord-cadre.

8.2. Variation des prix

8.2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix forfaitaires et unitaires fixés dans les tableaux d'offres de prix annexés à l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" (M_0).

Cependant, dans le cas où la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

8.2.2. Nature des prix

La date de commencement d'exécution des prestations fixée au 1^{er} janvier 2026 est définie comme la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Pour les lots 1 et 2 les prix sont fermes, non actualisables et non révisables pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour le lot 3, les prix de l'accord-cadre sont fermes, non actualisables et non révisables jusqu'au 31 décembre 2026.

Au-delà, ces prix pourront faire l'objet d'une révision annuelle au 1^{er} janvier sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,20 + (0,80 \frac{S}{S_o}))$$

P : prix révisé

P_o : prix d'origine

S : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision des prix

S_o : dernier indice SYNTEC publié à la date de remise des offres

Au cas où un des indices de la formule de révision cesserait d'être publié, il serait remplacé par tout autre indice qui lui serait substitué.

8.2.2.1. Modalités de révision des prix (lot 3)

Un mois avant la date de révision, le titulaire transmettra par voie dématérialisée au Pôle Achats-marchés de l'organisme contractant (achats-marches@caf91.caf.fr) le nouveau bordereau de prix qui devra présenter les nouveaux et anciens prix, le calcul de la révision selon la formule ci-dessus et les indices publiés par l'INSEE sous formats PDF et Excel, lequel servira de pièce justificative lors de l'établissement des factures.

En cas d'acceptation par l'organisme contractant, les nouveaux tarifs prennent effet à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

Si le titulaire ne se manifeste pas dans les délais et selon la procédure impartie, il ne pourra appliquer de nouveaux tarifs. Ceux de l'année précédente resteront applicables.

Arrondis du calcul

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les résultats des calculs intermédiaires sont arrondis à deux décimales.

Le coefficient d'actualisation coefficient multiplicateur du prix initial est arrondi au centième supérieur à deux décimales avant multiplication par le prix initial.

Clause butoir

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5 % par rapport à ceux précédemment pratiqués, la révision sera automatiquement limitée à cette hausse maximale.

8.3. Modalités de facturation et paiement

8.3.1. Modalités de facturation

Le règlement s'effectuera après service rendu sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Chaque facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, adresse et n° Siret du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations livrées ou exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 29.3 du CCAG PI ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Elles sont établies de manière dématérialisée au format PDF et déposées sur la plate-forme de paiement CHORUS PRO (code service / n° engagement : aucun). Le SIRET de la Caf de l'Essonne est le 381 016 534 00061

8.3.2. Modalités de paiement

L'organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent accord-cadre, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet. Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

8.3.2.1. Délai global de paiement

Sous réserve de la conformité de la facture aux éléments ci-dessus mentionnés, l'organisme contractant dispose d'un délai maximum de trente (30) jours, à compter de la réception de la facture en cause, pour opérer le règlement de celle-ci.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est, de fait, suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter par ce dernier. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme contractant, de la facture conforme ou de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

À compter de la réception de l'intégralité des justifications et modifications demandées, un nouveau délai de 30 jours est ouvert.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai susmentionné jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, en vigueur au premier jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros par facture sera également due par l'organisme contractant.

8.3.2.2. Taxes

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des prestations. À la signature de l'accord-cadre la TVA est fixée au taux de 20 %.

Article 9 - Sous-traitance

9.1. Dispositions applicables au titulaire

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur

Le titulaire qui envisage de sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution de certains travaux **devra en faire la demande au préalable à l'organisme contractant**. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 (version janvier 2024) dûment rempli par les parties concernées (le titulaire et son sous-traitant).

Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'organisme contractant ou son délégué. Le DC4 mentionnera le détail précis des prestations à confier au sous-traitant, c'est-à-dire leur nature et leur quantité.

Si le titulaire confie l'exécution de prestations à un sous-traitant, sans en informer préalablement l'organisme contractant et sans l'accord de celui-ci, le sous-traitant ne peut prétendre à aucun paiement auprès de l'organisme contractant.

Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité du titulaire. Il est tenu à cet égard d'engager toutes les dépenses qui seront nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les travaux de reprise et de remise en l'état des lieux, conformément aux stipulations de l'accord-cadre et des règles de l'art.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1°) Déclaration de sous-traitant au moment de dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction d'accéder aux marchés publics. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2°) Déclaration de sous-traitance pendant l'exécution de l'accord-cadre

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par les parties intéressées.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

9.2. Dispositions applicables aux sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'organisme, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au titulaire de l'accord-cadre et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante. La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du titulaire de l'accord-cadre, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le titulaire de l'accord-cadre. Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de réception de la facture pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'organisme.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours, après réception de la facture conforme. Ce délai court à compter de la réception, par l'organisme, de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, ou à l'expiration du délai de 15 jours cité précédemment si,

pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore à la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 10 – Obligations fiscales et sociales – Lutte contre le travail illégal

Le titulaire s'engage à fournir **spontanément à l'organisme contractant, tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code du travail, ainsi que l'attestation vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont **obligatoirement** déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, **gratuitement**, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire conformément à l'article 15.2. du présent CCAP. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Article 11 - Opérations de vérifications – décisions après vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en oeuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les livraisons réalisées au titre de l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 28.2 et 29.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours maximum pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision de quant à leur réception.

Par dérogation aux articles 29.1, 29.2, 29.3 du CCAG-PI, les délais impartis au titulaire sont de 10 jours.

Article 12 - Pénalités pour retard

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € pour tout manquement à ses obligations ou par jour de retard lorsque les délais, quels qu'ils soient, fixés par les pièces constitutives de l'accord-cadre sont dépassés.

Une pénalité de 200 € par manquement constaté à l'obligation de confidentialité et de secret professionnel pourra être appliquée.

Dans le cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités pour retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur les sommes dues au titulaire pour l'exécution de la prestation en cause. Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

Article 13 - Propriétés intellectuelles

On entend par « résultats » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, tels que définis à l'article 32 du CCAG-PI.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, conformément à l'article 35 du CCAG-PI (chapitre VI), à titre exclusif à l'organisme l'intégralité des droits ou titres de propriété intellectuelle, de toute nature afférents aux résultats objets de l'accord-cadre, afin de permettre à l'organisme de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

L'organisme ne rétrocédera, ni ne concédera, à titre exclusif ou non exclusif, aucun droit d'exploitation au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre.

La cession est consentie sur l'ensemble du territoire communautaire et pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle prévue par les législations nationales et les conventions internationales applicables en matière de propriété intellectuelle.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, à l'organisme qui accepte, pour lui-même et ses ayants droits, l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur les résultats objets du marché (infographies des conceptions éditoriales, web, vidéos et l'ensemble des éléments graphiques tels que les images, montages, ligne graphique...), et plus précisément :

- son droit de reproduction par tout procédé de fixation matériel de façon provisoire ou permanente, sous toute forme ou tout format, par tout moyen et procédé actuel ou à connaître sur tout support actuel ou futur et notamment la reproduction et la fabrication des résultats objets de l'accord-cadre, leur édition graphique (tous supports), y compris à usage promotionnel ou publicitaire, sur tout support électronique ou informatique, et ce, y compris les supports analogiques, numériques ou optiques, et notamment à partir de réseaux numériques tel que Internet ou par le biais de services télématiques, et ce, pour toute destination notamment (sans que cette liste ne soit limitative) à des fins de commercialisation, d'informations, d'illustrations, de publicité, et de promotion.
- son droit de représentation qui s'entend du droit de représenter, de faire représenter tout ou partie les résultats objets de l'accord-cadre à titre gratuit ou onéreux, sous toute forme, sur tout support connu ou à connaître par tout moyen et/ou procédé actuel ou futur de communication au public, par le biais de réseaux numériques tant fermés tel Intranet ou ouverts tel Internet, ou services télématiques ou par tout autre moyen de télécommunications quel que soit le mode de réception et de consultation, domestique ou collectif, quel qu'en soit le mode d'accès restreint ou libre, gratuit ou onéreux.
- son droit d'adaptation et de traduction des résultats objets de l'accord-cadre.

En conséquence, le titulaire autorise l'organisme contractant à procéder à toute fixation, utilisation, reproduction et diffusion des reproductions des résultats objets de l'accord-cadre, à les exploiter ou les faire exploiter commercialement, c'est-à-dire à les reproduire et les fabriquer ou les faire fabriquer par tous procédés, les diffuser, les mettre en vente ou en circulation de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, les exposer, et les représenter publiquement.

Le titulaire autorise en outre l'organisme à obtenir la protection des résultats objets de l'accord-cadre sans limite géographique, en son propre nom ou au nom d'une tierce partie désignée par lui, au moyen de tous droits ou titres de propriété intellectuelle qu'il pourra choisir.

La cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison sous condition résolutoire de la réception des prestations.

En vertu de la présente cession, l'organisme contractant est entièrement subrogé dans tous les droits du cédant attachés aux résultats. Il pourra en conséquence poursuivre tout contrefacteur y compris pour des faits antérieurs à la cession et non prescrits.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'organisme contractant demeurera cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats, et ce, pendant la durée prévue à l'article 6 de l'accord-cadre.

L'organisme contractant s'engage à payer le prix prévu en contrepartie de la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats objets du marché et s'engage à respecter le droit moral du titulaire et notamment son droit au respect de l'œuvre.

Toutefois, le titulaire ne pourra formuler la moindre revendication ou contestation quant aux adaptations, modifications, aménagements, traductions quelles qu'elles soient de nature à être apportées aux résultats par l'organisme contractant, lesquelles seraient dictées par les choix artistiques, techniques, ou commerciaux qui apparaîtraient nécessaires lors de la mise en production et l'exploitation quelle qu'elle soit des résultats objets du contrat.

Les prix mentionnés dans l'annexe de l'acte d'engagement comprennent la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle par le titulaire à l'organisme contractant.

En conséquence de la cession, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle, ou ses droits de toute autre nature, pour l'exploitation des résultats objets du marché.

Le titulaire de l'accord-cadre conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour les résultats.

Par dérogation à l'article 35.3.1. du CCAG-PI, l'organisme contractant n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'organisme contractant.

Le titulaire de l'accord-cadre est autorisé malgré le caractère exclusif de la cession à publier et exposer les résultats objets de l'accord-cadre, et ce, pour les seuls besoins de la promotion de son activité, et sous réserve des stipulations de l'article 5 du CCAG-PI et de l'accord préalable de l'organisme contractant.

Cette restriction de publication ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de l'accord-cadre et la nature des résultats.

Article 14 - Assurance et responsabilité en cas de dommages – confidentialité – sécurité des informations

14.1. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

14.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment, durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14.3. Confidentialité

Tant pendant la durée de l'accord-cadre, qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) concernant la Sécurité sociale, communiqués au titulaire par le pouvoir adjudicateur, ou toute autre entité ou personne physique à l'occasion de l'accord-cadre, ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

14.4. Sécurité des informations

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne pas utiliser les documents ou informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse du fichier ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, afin d'assurer la conservation, l'intégrité des documents et supports d'informations traitées pendant la durée du présent accord-cadre et en fin de contrat à procéder à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord de l'organisme contractant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile afin de constater le respect des obligations précitées.

L'organisme contractant pourra prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Article 15 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de l'organisme contractant, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'organisme contractant.

Article 16 – Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 dudit code est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité

Article 17 - Modification dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Caf de l'Essonne, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre (redressement judiciaire...).

17.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société.

17.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

Article 18 - Résiliation

Quelle que soit la cause de la décision de l'organisme contractant, la résiliation du marché est notifiée au titulaire, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner date certaine.

18.1. Résiliation de l'accord-cadre sans faute du titulaire

L'accord-cadre peut aussi être résilié à tout moment, à la seule initiative du pouvoir adjudicateur, et en l'absence même de faute du titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire, avec indication de la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité. La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit de l'organisme concerné, des droits de propriété des produits fournis par le titulaire. Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par l'organisme concerné durant l'exécution de l'accord-cadre et dont il est le dépositaire.

18.2. Résiliation aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 17 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect du secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle, de confidentialité prévus aux articles 14.3 et 14.4 du CCAP, sans mise en demeure préalable et sans qu'il puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- en cas de non-fourniture, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, des documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ;
- tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire et prévu dans les conditions fixées par les articles du CCAG-PI.

Article 19 - Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent accord-cadre qui ne pourraient être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'organisme contractant.

Article 20 - Langue

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 21 - Laïcité

La Caf de l'Essonne étant une administration publique, le principe de laïcité et de neutralité s'applique tant au personnel qu'elle emploie, qu'aux sous-traitants avec lesquels elle travaille.

Au nom des valeurs qu'elle porte et qu'elle entend faire vivre, la Caf a signé la charte de la laïcité de la Branche famille (cf annexe).

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage à faire respecter ces valeurs auprès de son personnel présent dans les locaux de la Caf.

Article 22 - Dérogations aux documents généraux

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021).

Article du CCAP dérogatoires	Article du CCAG-PI visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Art. 8.2.2.1.	Art. 10.2.3.	Coefficient de révision
Art. 11	Art. 28.2., 29.1., 29.2., 29.3.	Délais de vérification, d'admission, d'ajournement, réfaction
Art. 12	Art. 14.1.3.	Pénalités pour retard
Art. 13	Art. 35.3.1.	Droits du titulaire

Fait en un seul original à Evry, le 31 mars 2025

Mention manuscrite « Lu et accepté »
Signature et cachet du candidat